

NIGER

# Plan de priorisation des interventions du site urbanisé de Mainé Soroa et de ses environs

Rapport d'évaluation des besoins  
et planification des interventions

Septembre 2019



# Analyse des besoins et plan de priorisation des intervention du site urbanisé de Chétimari

## Introduction

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a initié à partir de 2014-2015 une dynamique d'appui à l'urbanisation dans la région de Diffa. Le site de la ville de Mainé Soroa a été développé à partir de 2017 dans le cadre d'un projet de réponse « hors camp ». Il constitue un nouvel espace de vie urbaine qui accueille des populations affectées par la crise de déplacement. Ce site urbanisé a été développé sur le même espace que le site de déplacés de Guidan Kadji, qui est considéré par la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC/R/M) comme un nouveau site d'accueil en 2019<sup>1</sup>. Le site est situé à environ 2 km du centre urbain de la ville de Mainé Soroa, sur des terres traditionnellement exploitées pour l'agriculture. L'augmentation rapide de la population sur ce territoire a impliqué la réduction des superficies de culture et des aires de pâturage, tandis que la demande en services essentiels et en habitat représente un enjeu pour la commune. En effet, la commune de Mainé Soroa a été et demeure très affectée par la crise de déplacement de populations qui sévit depuis 2015, et doit répondre aux besoins croissants en équipements socio-collectifs, aux enjeux de gestion des ressources naturelles et agro-pastorales, et aux menaces sécuritaires. Les risques de fractures sociales et les enjeux d'adaptation aux changements climatiques représentent également des axes stratégiques de développement relativement nouveaux pour la commune, qui les a inscrits parmi les grandes priorités de développement communal dans son plan de développement communal replanifié en 2019.

## Une analyse de la fourniture et de l'accès aux services de base pour informer des stratégies de développement local adaptées au site et aux objectifs de développement communal

Dans le cadre d'un projet complémentaire d'appui à la résilience communautaire mené par le consortium d'ONG ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe (WHH) et IMPACT Initiatives, une évaluation territoriale des besoins a été réalisée. La méthodologie a consisté en des ateliers de cartographie participative avec des occupants du site, pour identifier les services de base les plus utilisés pour l'accès à l'éducation, la santé, les marchés et l'eau. Les gestionnaires de ces services ont été interrogés, ainsi que leurs usagers. Huit groupes de discussion avec différentes catégories d'occupants ont été réalisés pour analyser les processus d'installation sur le site. Les données issues de cette collecte sont indicatives. Cette évaluation, dont les résultats sont présentés dans la première section, a été suivie par un processus de planification participative réunissant tous les acteurs locaux, publics et de l'aide impliqués dans le développement de ce site.

<sup>1</sup> REACH, Profil du site de déplacés de Guidan Kadji, Commune de Mainé Soroa, Diffa, Niger, Juillet 2019

Carte 1 : Localisation de la commune de Mainé Soroa dans la région de Diffa, Niger



Le présent rapport d'évaluation et de planification s'attache à concilier des stratégies concrètes, localisées et basées sur une analyse robuste des besoins avérés localement, avec les orientations plus larges du développement communal. Les acteurs de l'aide et du développement peuvent donc se conformer à ce plan de priorisation pour guider leur programmation. Les besoins d'investissement sont estimés à plus de 1,500,000 XAF<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Voir p. 17 à 26



# EVALUATION TERRITORIALE DES BESOINS

---

## Analyse de la fourniture et de l'accès aux services de base accessibles aux occupants du site urbanisé de Mainé Soroa

Juin 2019



## Introduction

### Contexte de l'étude

#### *La crise de déplacement à Diffa*

Depuis le mois d'avril 2013, le nord-est du Nigeria fait face à une escalade de violence due à l'insurrection du groupe Boko Haram. Le conflit s'est progressivement aggravé en février 2015, où des membres du groupe armé ont traversé la frontière pour cibler directement le Niger. Les attaques récurrentes ont déstabilisé les autorités locales et engendré d'importants déplacements de population dans la région de Diffa. En 2018, on estimait que 250 000 personnes étaient déplacées<sup>1</sup>. L'enlisement du conflit qui a entraîné le maintien, depuis 2015, d'un état d'urgence<sup>2</sup>, contribue à affaiblir les perspectives de retour des populations déplacées, alors qu'on constate qu'elles se regroupent progressivement dans des familles d'accueil ou autour de villes disposant d'un meilleur accès à des services de base que les sites de déplacés. La pression sur les équipements socio-communautaires, et par effet de rebond, sur la capacité des autorités locales à gérer les services communaux, s'amplifie donc<sup>3</sup>. En effet, la capacité des collectivités territoriales à investir dans des services de base pour répondre aux besoins croissants des populations est en décalage avec les prescriptions du cadre juridique de la décentralisation<sup>4</sup>. De plus, la fragilité

économique maintient les populations déplacées dans des conditions de logement précaires. Parallèlement, l'urgence humanitaire laisse progressivement place à des initiatives de relèvement, ciblant une intégration ou une réintégration durable des populations affectées par la crise dans le tissu économique local, un meilleur accès aux services de base, et un appui à la gouvernance locale.

#### *Des solutions de résilience hors camp*

C'est dans ce contexte que le HCR met en œuvre depuis 2017, avec des organisations partenaires, un projet d'urbanisation dans 7 des 12 communes de la région de Diffa. Ce projet, intitulé *Kallo Tchidanio*<sup>5</sup>, et financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne, a pour objectif de fournir un accès au logement durable pour 4 000 ménages affectés par le déplacement (retournés, réfugiés, déplacés ou ménages hôtes vulnérables) à l'horizon fin 2020. Cette initiative se traduit par l'allotissement d'un site urbanisé dans chaque commune, composé de parcelles destinées à l'habitat résidentiel pour les ménages affectés par le déplacement, ainsi que de parcelles destinées à la vente et aux communautés hôtes; et la construction de logements sur les parcelles destinées aux ménages affectés par le déplacement ciblés par le HCR. L'objectif visé est de développer des solutions durables de logement pour les populations affectées par le déplacement,

et de renforcer la mobilisation des ressources pour les communes via la vente de parcelles. Un approvisionnement en eau et la formation de jeunes issus des communes cibles en techniques de construction sont également prévues.

L'amélioration de l'accès aux services de base pour les populations destinées à vivre sur les sites, la promotion de leur sécurité alimentaire, du développement économique local et de la gouvernance décentralisée font l'objet du projet *Shimodu*<sup>6</sup>, directement complémentaire de l'initiative menée par le HCR, et également financé par le fonds fiduciaire de l'Union Européenne. Ce projet est mis en œuvre par le consortium d'ONG composé de ACTED, Concern Worldwide, Welt Hunger Hilfe et IMPACT Initiatives (à travers l'initiative AGORA), de 2019 à 2021. Les interventions du consortium d'ONG ciblent les sites déjà allotis et aménagés dans le cadre du projet *Kallo Tchidanio* et dont les occupants sont installés ou en cours d'installation.

La complémentarité des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*, ainsi que les interventions d'autres partenaires au développement doivent permettre aux acteurs locaux de concevoir et de concrétiser des stratégies de développement intégrées pour chaque site urbanisé. Ces sites visent à devenir des espaces de vie, au sein desquels les habitants ont accès aux services de base.

### Justification de l'étude

Les stratégies d'intervention des partenaires nécessitent une lecture fine des caractéristiques des territoires urbains ou péri-urbains dans lesquels les sites s'inscrivent. En effet, les contraintes et opportunités propres à chaque site invitent à des réponses différenciées et concertées. AGORA a donc réalisé une évaluation territoriale dans le cadre du projet *Shimodu*, dans le but d'informer les stratégies de tous les acteurs intervenant sur les territoires des sites urbanisés. L'évaluation propose une analyse des facteurs d'attractivité de ces sites, particulièrement en termes d'accès aux services de base. Cette analyse tient notamment compte des capacités actuelles des services, des opportunités économiques existantes, ainsi que des priorités de développement énoncées dans les Plans de Développement Communaux (PDC) de chacune des communes concernées.

#### *Informer les actions déjà engagées*

Dans un premier temps, cette évaluation est destinée à éclairer les opportunités de réponse adaptées à chaque site dans le cadre des projets *Kallo Tchidanio* et *Shimodu*.

<sup>1</sup> Dont 118 868 réfugiés, 25 731 retournés, 104 288 déplacés internes, Direction Régionale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations, Juillet 2018

<sup>2</sup> Au moment de la collecte des données de l'évaluation, l'état d'urgence n'était pas encore assoupli. Depuis le 13 mars 2019, l'interdiction ciblant la pêche et la culture du poivron a été levée, permettant d'envisager une reprise économique dans ces secteurs de production traditionnellement importants dans la région.

<sup>3</sup> ACTED, Enquête préliminaire sur les sept sites d'urbanisation de la région de Diffa, Appraisal Monitoring and Evaluation, Février 2018

<sup>4</sup> La loi n°2002-013 du 11 juin 2002 portant transfert de compétences aux régions, départements et communes précise les compétences des collectivités territoriales.

<sup>5</sup> « Construisons ensemble » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa »

<sup>6</sup> « Aider à se relever » en langue Kanouri, et dont l'intitulé officiel est « Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger »

## **Dessiner, de manière concertée, l'avenir des sites**

Dans un second temps, les résultats informeront la planification d'interventions prioritaires dans chaque site. Cet exercice permettra aux acteurs du territoire de concevoir des stratégies claires pour guider le développement de ces nouveaux espaces de vie. Tous les acteurs de ces territoires<sup>6</sup> seront invités à collaborer pour faire émerger des stratégies d'actions concrètes et séquencées pour répondre aux besoins, mobiliser les ressources et l'expertise nécessaire au développement à long-terme des sites urbanisés, et en coordonner la mise en œuvre.

## **Localités de l'évaluation**

### **Des communes prioritaires**

Les communes initialement ciblées par le projet d'urbanisation dans la région de Diffa sont les communes de Diffa, Mainé Soroa, N'guigmi, Toumour, Kablewa, Mainé Soroa et Gueskéro. A la date de lancement du projet *Shimodu*<sup>7</sup> quatre des sept communes d'intervention visées par le projet *Kallo Tchidano* avaient significativement avancé dans l'aménagement et la construction des logements sur les espaces lotis des sites urbanisés. Il s'agit des communes de Diffa, Chétimari, Mainé Soroa et N'Guigmi, où tout ou partie des maisons sont construites et où une partie des bénéficiaires sont

installés sur le site. Dans les communes de Gueskéro, Kablewa et Toumour, les constructions restant à démarrer, les futurs occupants ne sont pas encore installés. Ce premier cycle d'évaluations territoriales se focalise donc sur les sites d'intervention prioritaires du projet *Shimodu*, soit les sites des communes de Diffa, Mainé Soroa, Chétimari et N'Guigmi.

### **Des sites proches du tissu urbain des chefs-lieux**

La majorité des sites sont construits ou planifiés à proximité immédiate des centres urbains des chefs-lieux des communes. Aussi, l'évaluation tient compte d'un certain nombre de services urbains accessibles depuis les sites et d'opportunités économiques pouvant être exercées en dehors des sites.

### **Le site de Mainé Soroa et son environnement**

#### **Caractéristiques principales de la commune de Mainé Soroa**

La commune urbaine de Mainé Soroa est située dans la Région de Diffa, et le Département de Mainé Soroa, à l'extrême Sud-est du Niger sur la route Nationale N°1. Elle est située à environ 70 km à l'Ouest de la ville de Diffa. Elle s'étend sur un rayon de 20 km de part et d'autre du centre urbain de la ville de Mainé Soroa.

La ville de Mainé Soroa est le chef-lieu de deux circonscriptions administratives (département et commune). Elle renferme tous les services déconcentrés du département de Mainé Soroa. Elle est le lieu d'exercice des pouvoirs décentralisés de la commune.

En 2012, la commune estimait sa population à 78 000 habitants<sup>8</sup>, mais, au cours des cinq dernières années, les réalités démographiques et socio-économiques dans la commune ont fortement changé en raison d'une crise de déplacement de grande envergure. La commune de Mainé Soroa abrite 8 sites de déplacés regroupant près de 10 366 personnes, en juillet 2018<sup>9</sup>. Face à la recrudescence récente des violences et aux nouvelles vagues de déplacement, l'initiative d'urbanisation « hors camp » apparaît comme une réponse adaptée aux faibles perspectives de stabilisation à moyen terme.

#### **Le site urbanisé de Mainé Soroa**

Le site comprend une surface totale de 80 hectares, et s'articule autour d'un système mixte entre logement sociaux et propriété foncière<sup>9</sup>, par lequel **957 parcelles constructibles sont alloties**, dont la moitié revient directement à la mairie, une partie revient aux propriétaires terriens dont les terres ont été mobilisées, tandis que les **420 parcelles restantes** sont destinées à être aménagées pour des ménages

vulnérables (déplacés, retournés, réfugiés et non déplacés très vulnérables), qui en ont l'usus direct. Lorsqu'un ménage vulnérable quitte sa parcelle, celle-ci redevient un bien communal, que la mairie ré-attribue à un nouveau ménage vulnérable. Sur ces parcelles dites « sociales » alloties, d'une surface de 200m<sup>2</sup> chacune, **315 maisons de 21m<sup>2</sup> ont été construites** par l'ONG Croix Rouge Luxembourgeoise, partenaire opérationnel du HCR, à partir de mars 2015. Le processus d'aménagement des parcelles sociales par ce projet étant achevé, les perspectives de croissance de peuplement du site concernent surtout les parcelles rétrocédées à la mairie ou aux propriétaires terriens, la capacité d'accueil totale du site étant estimée à **6 700 personnes**<sup>11</sup>.

<sup>6</sup> Les acteurs communaux, régionaux, la société civile, les partenaires de mise en œuvre que sont les ONG de relèvement et de développement, les partenaires techniques et financiers.

<sup>7</sup> 01/01/2019

<sup>8</sup> Plan de développement communal de la commune urbaine de Mainé Soroa, version provisoire, 2014

<sup>9</sup> Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DRECM-R), Diffa, Juin 2018

<sup>10</sup> UNHCR, Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa - 'Kallo Tchidaniwo' : Construire ensemble

<sup>11</sup> A raison de 7 personnes par ménage, conformément à la moyenne nationale et observée au niveau de la population des différents sites étudiés

## Méthodologie

### Profilage socio-économique des ménages installés

Un recensement porte à porte des occupants des maisons déjà construites sur le site a été réalisé du 27 mars au 4 avril 2019. Cette collecte a permis de fournir des informations préliminaires aux partenaires du consortium au sujet du taux d'occupation du site, du profil démographique des occupants et de leur accès aux services et moyens de subsistance

### Ateliers de cartographie participative

L'objectif des ateliers de cartographie participative était de localiser les infrastructures de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et les marchés accessibles depuis le site et régulièrement utilisés par ses occupants sur une carte de la ville de Mainé Soroa et de ses environs. Ces ateliers ont pris la forme de quatre groupes de discussion avec entre six et huit occupants du site, dont deux avec des hommes et deux avec des femmes, les 19 et 20 mars 2019, et ont mené à l'identification de 40 services de base utilisés par les occupants des sites pour leurs besoins quotidiens. Ces ateliers se sont aussi révélés utiles pour cartographier les « bassins de vie » des sites urbanisés, soit l'unité de territoire cohérente au regard des pratiques quotidiennes des communautés.

### Entretiens avec les gestionnaires des services

Les entretiens avec le(s) gestionnaire(s) de chacun des services recensés lors des ateliers de cartographie participative ont été réalisés à l'aide d'un questionnaire structuré. Ce questionnaire a permis de renseigner des indicateurs de fonctionnalité à la fois en termes de standards humanitaires et de normes opérationnelles nationales<sup>1</sup>. Ces indicateurs couvrent des aspects liés au fonctionnement des infrastructures en termes de ressources matérielles et humaines, à leur accessibilité et à l'offre de services. Du 22 mars au 4 avril 2019, les enquêteurs ont collecté des données au sujet de 32 infrastructures d'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et aux marchés<sup>2</sup>.

### Enquêtes avec les usagers

Des enquêtes ont également été menées auprès des usagers de chaque service afin d'en mesurer l'attractivité et l'aire d'influence. L'aire d'influence moyenne correspond à la distance moyenne parcourue par les usagers d'un service pour s'y rendre depuis leur domicile, et est une mesure d'interprétation du rayonnement territorial d'un équipement socio-collectif donné. Au niveau de chaque service, un échantillon de plus ou moins 68 enquêtes ont été menées auprès des usagers s'y trouvant au cours d'une journée normale.

### Groupes de discussion avec les occupants des sites urbanisés

Dans le but d'analyser les facteurs incitatifs et dissuasifs à l'installation sur les sites, ainsi que de comprendre plus finement les enjeux potentiels qui se posent en termes de conditions de vie et d'accès aux services pour leurs occupants, 6 groupes de discussion ont été menés sur le site le 13 et 14 mars 2019. Réunissant entre 6 et 8 personnes, ces groupes de discussion ont été organisés en fonction du statut d'occupation des ménages vis-à-vis du site concerné et séparés en fonction du genre. Deux groupes de discussion ont ainsi été menés auprès de bénéficiaires du programme d'urbanisation du HCR installés sur le site, deux auprès de bénéficiaires ne s'étant pas installés sur le site, deux auprès de ménages non-bénéficiaires néanmoins installés sur des parcelles sociales du site, et deux auprès des ménages ayant acheté leur parcelle auprès de la mairie. Chaque groupe interrogeait séparément les hommes et les femmes.

### Traitement et analyse des données

Les données obtenues à partir d'outils quantitatifs ont été nettoyées et anonymisées pour garantir la protection individuelle des répondants. L'analyse quantitative de la fonctionnalité des services a consisté à développer un système de notation, recouvrant les différents aspects de fonctionnalité des services et adapté à chaque secteur. Les indicateurs utilisés pour la notation des services de fourniture d'eau,

d'éducation et de santé sont donc issus des standards humanitaires promus par SPHERE et des standards nationaux promus par les ministères sectoriels. Ce système a permis d'attribuer un score de 0 (non fonctionnel) à 1 (parfaitement fonctionnel) à chaque service, à partir de l'analyse des données collectées auprès des usagers et des gestionnaires de services<sup>3</sup>. L'aire d'influence de chaque service a ensuite été calculée en effectuant une moyenne de la distance parcourue par chaque usager pour atteindre le service. La production de cartes sectorielles pour chaque site a ensuite permis de modéliser visuellement le score de fonctionnalité et l'aire d'influence de chaque service. L'analyse qualitative des données recueillies à partir des groupes de discussion a fait l'objet d'une grille de saturation permettant la comparaison des résultats entre chaque groupe interrogé, mais aussi entre les quatre sites couverts par la recherche.

### Limites

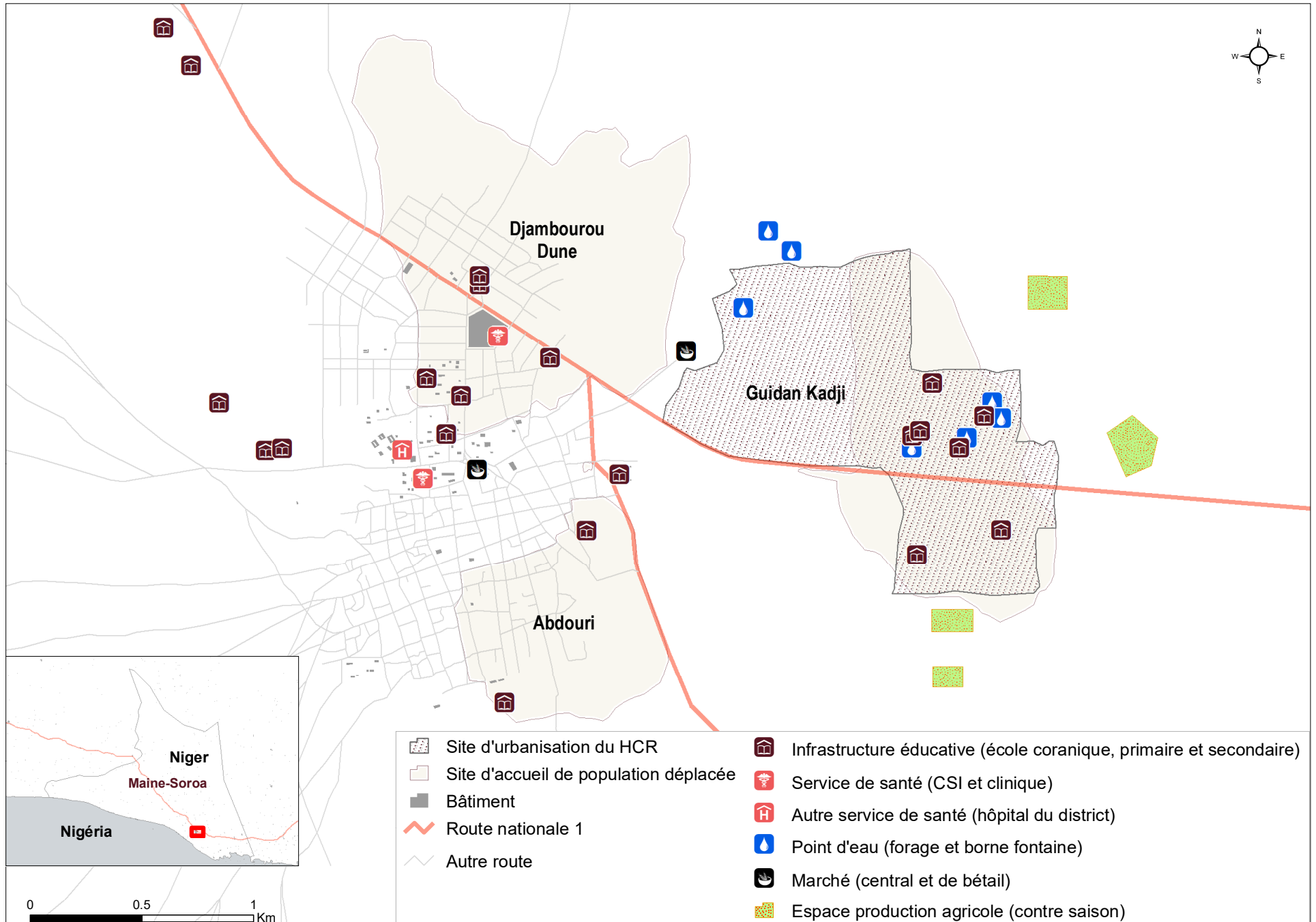
Les informations relatives aux aires d'influence sont pour partie données à titre indicatif. En effet, certaines contraintes logistiques et d'accès n'ont pas permis de recueillir systématiquement le minimum d'enquêtes requis pour obtenir des données représentatives. Les données issues des groupes de discussions et des entretiens avec les gestionnaires des sites doivent également être considérées comme indicatives.

<sup>1</sup> The SPHERE Handbook, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response, 2018 - République du Niger, Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016 - République du Niger, Ministère de la Santé Publique, Normes et standards des infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé, 2016 - République du Niger, Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement, Programme sectoriel eau hygiène et assainissement 2016 - 2030

<sup>2</sup> Sur les 40 infrastructures de services retenues lors des ateliers de cartographie participative, 8 n'ont pas pu être enquêtées car elles n'étaient pas fonctionnelles pendant toute la durée de l'enquête (essentiellement des écoles coraniques).

<sup>3</sup> Consulter la matrice de notation complète ici: [bit.ly/2XxnOxQ](http://bit.ly/2XxnOxQ)

Carte 2 : Localisation des services de base rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa





## Installation et accès aux services de base

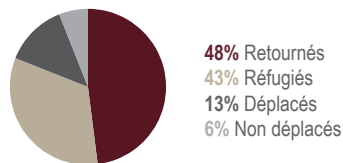
### Etat des lieux de l'occupation

Sur les 420 maisons planifiées, 315 ont été construites. Entre le 27 et le 28 mars 2019, période pendant laquelle le projet *Shimodu* a conduit un recensement, 266 ménages étaient effectivement installés sur le site. Il n'a pas été possible de confirmer la proportion d'occupants des parcelles sociales par rapport aux parcelles destinées à la vente, car le plan de lotissement ne précise pas cette distinction. Au moment de l'enquête, 98 des ménages rencontrés ne disposaient pas de l'acte de cession nominatif (titre foncier) et 35 d'entre eux ont présenté un acte de cession nominatif dont l'identité ne correspondait pas à celle des occupants.

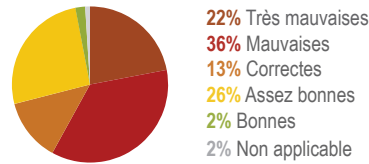
### Profil des ménages et conditions de logement

En moyenne, les ménages installés sur le site sont composés de 7 personnes. 64% sont des enfants de moins de 18 ans, dont plus d'un tiers a moins de 5 ans et 40% entre 5 et 11 ans. Les adultes de moins de 50 ans représentent 29% de la population.

*Statut déclaré des ménages occupant le site, en proportion des ménages installés:*



*Conditions de vie observées par les enquêteurs, en pourcentage de ménages installés<sup>1</sup>:*



### Processus d'acquisition des parcelles et d'installation

Le processus d'attribution des actes de cession associés aux parcelles sociales a été géré par des organes consultatifs locaux, pour une majorité en 2015, un seul groupe ayant rapporté avoir reçu ses actes de cession en 2016, tandis que le groupe représentant les occupants ayant acheté leur parcelle à la mairie ont déclaré avoir effectué l'achat entre 2015 et 2018. Les bénéficiaires des parcelles sociales disposant d'un acte de cession nominatif ont rapporté avoir été sélectionnés sur la base de critères de vulnérabilité incluant le statut de déplacé, l'absence de moyens financiers, ou plus spécifiquement la taille du ménage et le nombre d'enfants, ou encore le fait que le ménage soit géré par une femme. Les ménages bénéficiaires installés sur le site ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis du processus d'installation. Certains des bénéficiaires étaient, avant le démarrage du processus de construction, installés sur le même périmètre du site de déplacés du Guidan Kadji.

Les ménages non-attributaires d'un acte de cession mais néanmoins installés sur le site ont déclaré qu'une partie d'entre eux vivaient auparavant dans une localité non ciblée par le projet *Kallo Tchidano*, tandis que les femmes ont indiqué que certains ménages gérés par

des femmes n'avaient pas pu participer faute d'avoir eu accès à l'information. Les ménages non-bénéficiaires ont passé un accord oral avec des proches ou des connaissances eux-mêmes bénéficiaires. Ils ont jugé bonne leur intégration au sein du site et ont noté que le processus d'installation s'est déroulé sans conflit. Néanmoins ils percevaient leur situation comme précaire et craignaient le délogement.

### Conditions de vie

Les occupants se sont dits satisfaits de la qualité de l'habitat mais les bénéficiaires installés ont déploré la lenteur du processus de construction des logements, et la quasi majorité des groupes de discussion ont rapporté que les conditions de vie n'étaient pas conformes à leurs attentes, bien que trois groupes aient noté une amélioration par rapport à leurs conditions de vie antérieures à l'installation. La petite taille des parcelles et des maisons est perçue par les bénéficiaires installés comme une contrainte.

La perception de la qualité de l'accès aux services de base varie, quatre des groupes ayant jugé que les conditions de vie n'étaient pas conformes à leurs attentes, et trois d'entre eux qu'elles étaient au contraire meilleures. L'amélioration la plus consensuelle par rapport aux anciennes conditions de vie est relative à l'accès à l'eau potable. Ceci est toutefois mitigé par le fait que les forages tendent à se dégrader ce qui impacte la qualité de l'accès à l'eau. L'absence d'électricité et d'un marché ont largement été rapportés comme des inconvénients majeurs. La perception de sécurité a quant à elle été identifiée comme un avantage important par plus de la moitié des groupes, aucun ne rapportant les risques sécuritaires comme une préoccupation.

### Facteurs incitatifs et dissuasifs pour l'installation

Les perspectives de bénéficier de meilleures conditions de vie en termes de sécurité et de logement ont été mentionnées comme les principales motivations à s'installer durablement sur le site. La possession d'une parcelle a aussi été perçue comme un outil de placement ou de solidarité, pour quatre groupes qui ont mentionné pouvoir prêter leur bien à des proches vulnérables, assurer un placement pour leurs héritiers, ou s'assurer une source de revenu par le biais de la location. Trois des groupes ont aussi rapporté que l'absence d'alternatives, en raison de la crise, était un motif important de leur décision de s'installer durablement. Les principaux facteurs dissuasifs mentionnés sont la petite taille de la parcelle, et le manque de moyens pour assurer la construction des logements pour les ménages ayant acheté la parcelle auprès de la mairie. Le manque d'accès aux services sociaux de proximité a été mentionné de manière sporadique, mais est apparu nettement en ce qui concerne l'accès à la santé. La lenteur du processus d'urbanisation aurait poussé certains ménages propriétaires à revendre leurs parcelles, tandis que les carences relevées en termes d'opportunités économiques ont aussi été identifiées comme des facteurs dissuasifs par la plupart des ménages.

Les bénéficiaires non installés ont expliqué avoir choisi de ne pas s'installer car ils disposaient déjà d'un logement gratuit au centre-ville de Mainé Soroa. Ils ont également mentionné leur manque de moyens pour finaliser l'agrandissement des maisons pour les adapter à la grande taille de leurs familles.

<sup>1</sup> Cette information est issue des observations de terrain réalisées par les enquêteurs au moment du recensement porte à porte, et sont donc indicatives. Les critères utilisés par les enquêteurs pour qualifier les conditions de logement recouvraient la qualité du bâti (état de finalisation du logement, dégradations éventuelles), le niveau d'équipement du logement en mobilier, la salubrité intérieure et extérieure du logement.



Tableau 1 : Scores de fonctionnalité des infrastructures d'éducation<sup>1</sup>

	Locaux	Équipements	Environnement pédagogique	Fréquentation	Score total
Ecole Primaire Abdouri Djibrilla	0.80	0.45	0.93	0.77	0.74
Ecole primaire Baudji Kolomi	1.00	0.15	0.57	0.23	0.49
Ecole primaire Ngori	1.10	0.60	1.10	0.77	0.89
Ecole Franco-Arabe (Medersa)	0.60	0.35	1.10	1.10	0.79
Ecole primaire Barbara Kricker	0.90	0.45	1.10	0.77	0.80
Ecole primaire Guidan Kadji	0.90	0.25	0.93	0.43	0.63
CEG Franco-Arabe	0.47	0.40	0.60	0.10	0.39
CEG Abdouri	0.73	0.95	0.73	0.33	0.69
Lycée de Mainé-Soroa	0.93	0.85	0.73	0.23	0.69
Centre de Formation Professionnelle et Technique de la Mairie (CFPT)	0.77	0.40	0.83	0.43	0.61
Centre de Formation Professionnelle et Technique (CFPT)	0.47	0.10	0.77	0.77	0.53

## Une offre de services éducatifs relativement adéquate

L'évaluation a porté sur 21 établissements scolaires de base que les occupants des sites avaient indiqué utiliser régulièrement, dont 12 établissements publics - qui ont fait l'objet de la notation - 7 écoles coraniques et 2 Espaces Amis des Enfants<sup>2</sup>.

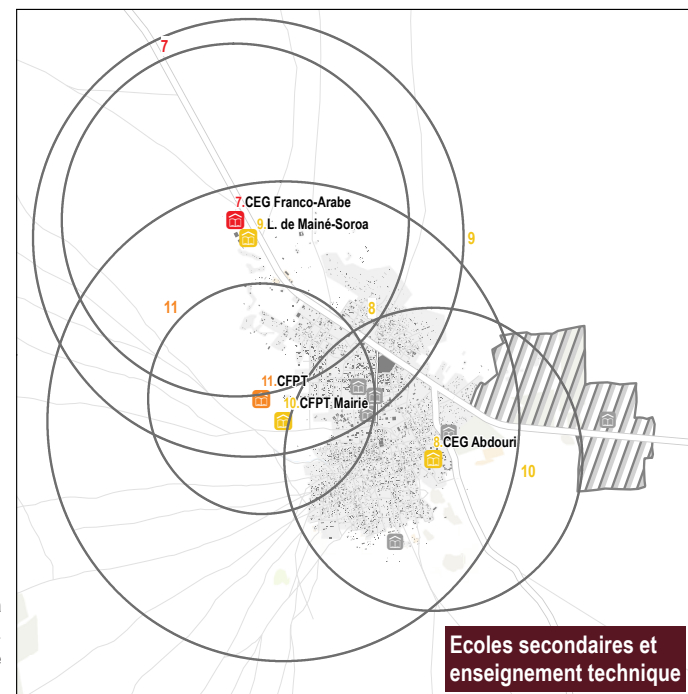
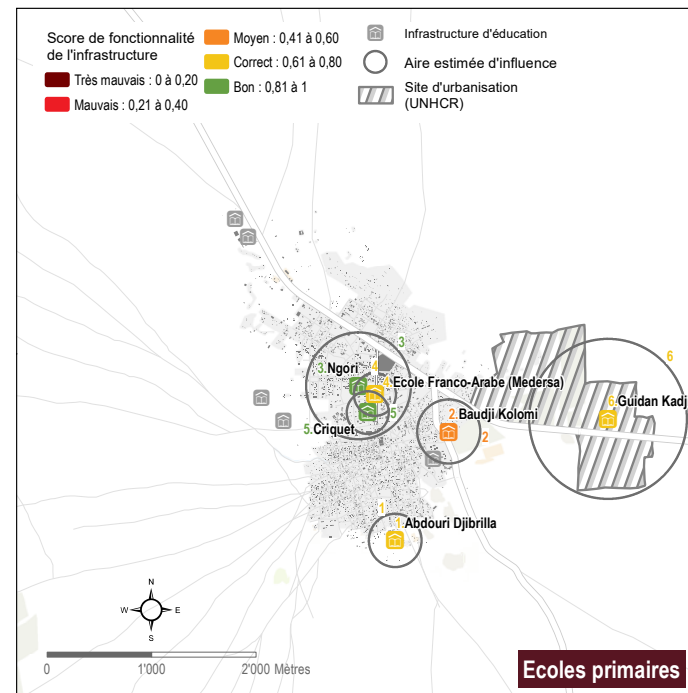
En moyenne, les infrastructures éducatives publiques utilisées par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa sont correctement en mesure de répondre aux attentes et besoins des élèves. C'est au niveau des équipements – à la fois sanitaires et d'enseignement – que les besoins de renforcement sont les plus importants. La majorité des gestionnaires

des établissements scolaires ont aussi rapporté l'enjeu de la sur-fréquentation, engendré par une hausse de l'effectif des élèves depuis les débuts de la crise de déplacement. Toutefois, tous les gestionnaires des établissements ont souligné leur capacité à accueillir plus d'élèves, tout en relevant des besoins d'appui en réhabilitation et en équipements.

**L'enseignement pré-scolaire** est assuré par un jardin d'enfant<sup>2</sup>.

L'offre **d'enseignement primaire de base** accessible aux occupants des sites se partage entre six écoles primaires, dont une seule est située sur le site urbanisé. Les niveaux de fonctionnalité de ces infrastructures varient de moyenne à

Carte 3 : Aires d'influence<sup>3</sup> moyennes des infrastructures éducatives rapportées comme étant régulièrement utilisées par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa, par type de structure



<sup>1</sup> La matrice de notation incluait un système de points «bonus» et «malus», ce qui explique l'occurrence d'un score supérieur à 1 dans une des sous-catégories.

<sup>2</sup> En l'absence de recommandations applicables aux écoles coraniques et aux Espaces Amis des Enfants / jardins d'enfants dans le Répertoire des normes et standards de la planification des six ministères du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) au Niger, 2016, ces catégories d'établissements n'ont pas fait l'objet d'une notation.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les établissements primaires et pré-scolaires, cette information a été collectée directement auprès des gestionnaires d'établissement. Dans le cadre de la politique de protection de l'enfance observée par IMPACT Initiatives, les enfants ne sont pas inclus dans ce type d'enquêtes comme répondants.

bonne. Sur les six gestionnaires enquêtés, trois ont indiqué que le personnel encadrant devrait bénéficier de renforcement de capacités, notamment en dialectique, en pédagogie et en didactique.

**L'enseignement secondaire** est assuré par deux collèges d'enseignement général (CEG), un lycée, et une école Franco-arabe à Diffa. La capacité de ces établissements à répondre à la demande varie de moyenne à correcte selon les cas. Les difficultés les plus récurrentes se retrouvent au niveau des équipements de ces structures éducatives, qui ne répondent que moyennement aux standards, en termes d'équipements sanitaires et d'enseignement. Les informateurs clés ont noté un besoin en renforcement de capacité du corps enseignant a été suggéré au niveau du CEG 1 et du lycée Idrissa Alaouma.

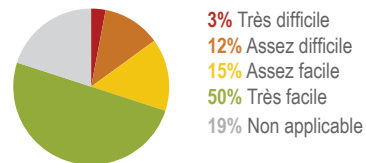
L'offre de **formation technique** proposée par le CFTP, porte sur 4 filières : le bâtiment, la construction métallique, la mécanique automobile et la menuiserie bois. Ces filières ont été évaluées comme moyennement porteuses par une évaluation des opportunités économiques réalisée par ACTED en avril 2019<sup>4</sup>, et le directeur du centre a indiqué que l'insertion sur le marché du travail s'avérait difficile pour les diplômés sortants. Ce centre accueille un effectif très réduit de moins de 200 apprenants.

## Enjeux d'accès à l'éducation

### La proximité des services éducatifs

Les enquêtes auprès des ménages ont révélé que la majorité des occupants considéraient que les services d'éducation étaient facilement accessibles depuis le site.

*Perception des ménages occupants sur la facilité d'accès aux établissements scolaires:*



Plus de six sur dix des ménages occupants du site interrogés pendant le recensement ont rapporté que les membres de leur ménage se rendant à un établissement scolaire mettaient moins de 15 min pour y accéder depuis le site, tous moyens de transport confondus. Interrogés sur les raisons pour lesquelles ils choisissent de fréquenter un établissement particulier, les usagers des établissements secondaires ont cité la qualité de l'éducation comme le principal facteur de choix, et ce, même si l'établissement se situe à une certaine distance de leur lieu de vie. La proximité géographique de l'établissement est la deuxième raison la plus fréquemment évoquée. La troisième raison, qui concerne particulièrement les lycéens, évoque le fait que l'établissement est le seul disponible.

## Une demande supérieure à l'offre

Dans la mesure où le site urbanisé a la capacité, à terme, d'accueillir plus de 6 000 habitants, toutes catégories d'occupation confondues (bénéficiaires directs du programme HCR, propriétaires de parcelles acquises auprès de la mairie), les besoins en éducation vont augmenter proportionnellement au niveau d'occupation du site. Alors que les constructions de maisons sur les parcelles sociales se sont achevées, les perspectives d'occupation du site concernent majoritairement les parcelles destinées à la vente et à l'aménagement autonome.

Actuellement, 64% des occupants ont moins de 18 ans, ce qui souligne des besoins importants et croissants en fourniture de services éducatifs à tous les niveaux d'enseignement.

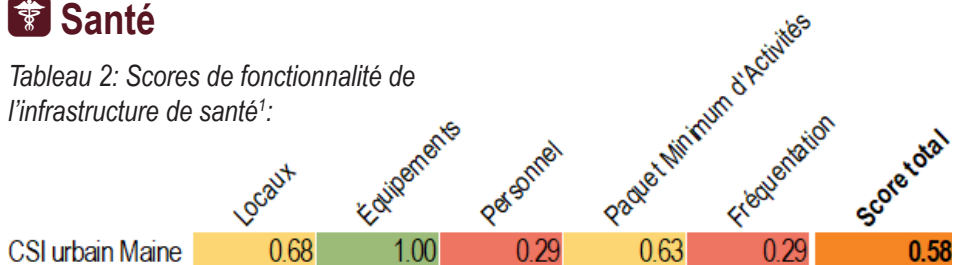
Les groupes de discussion avec les différentes catégories d'occupants ont souligné que la proximité aux services sociaux de base, parmi lesquels l'éducation, consistait un critère majeur ayant motivé l'installation pour les ménages installés. Dans la plupart des cas, l'éloignement des écoles par rapport au site ont été citées comme des contraintes mineures, mais qui pourraient devenir plus prononcées à mesure que la demande augmente. Certains participants aux groupes de discussion ont d'ores et déjà mentionné la construction de nouvelles écoles comme une intervention prioritaire.

Le groupe de discussion avec les femmes bénéficiaires installées sur le site a indiqué que la présence d'une école sur le site et d'une aire de jeux rendaient le site favorable aux enfants.

<sup>4</sup> ACTED, Evaluation des opportunités économiques dans la région de Diffa, communes de Diffa, Chétimari, N'guimi et Maine Soroa, juin 2019. La méthodologie de cette étude, qui repose sur des entretiens avec des informateurs clés avec les services techniques décentralisés concernés et des opérateurs économiques locaux, a été développée avec le soutien technique de AGORA



Tableau 2: Scores de fonctionnalité de l'infrastructure de santé<sup>1</sup>:



### Un Centre de Santé Intégré (CSI) relativement performant à Mainé Soroa

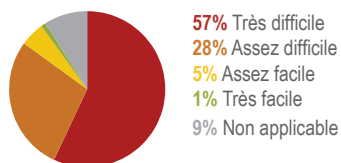
L'évaluation a porté sur un établissement de santé : le CSI urbain de Mainé Soroa. Il s'agit du seul service de santé que les occupants du site ont indiqué utiliser régulièrement. Le CSI urbain de Mainé Soroa présente un score de fonctionnalité moyen, particulièrement handicapé par une insuffisance en personnel médical et une augmentation importante du nombre de patients depuis le début de la crise, en 2015. Si le centre demeure en capacité d'absorber une demande en croissance, la bonne prise en charge des patients nécessite des interventions pour renforcer les équipes soignantes en effectif et en compétences, ainsi que pour assurer un meilleur approvisionnement en médicaments. Le niveau d'équipement du CSI est bon, en adéquation avec les normes en vigueur<sup>2</sup>.

### Enjeux d'accès aux soins

Les enquêtes auprès des ménages occupant le site ont révélé que la majorité jugeait difficile d'accéder aux services de soin depuis le site urbanisé. L'éloignement des infrastructures de santé a été identifié

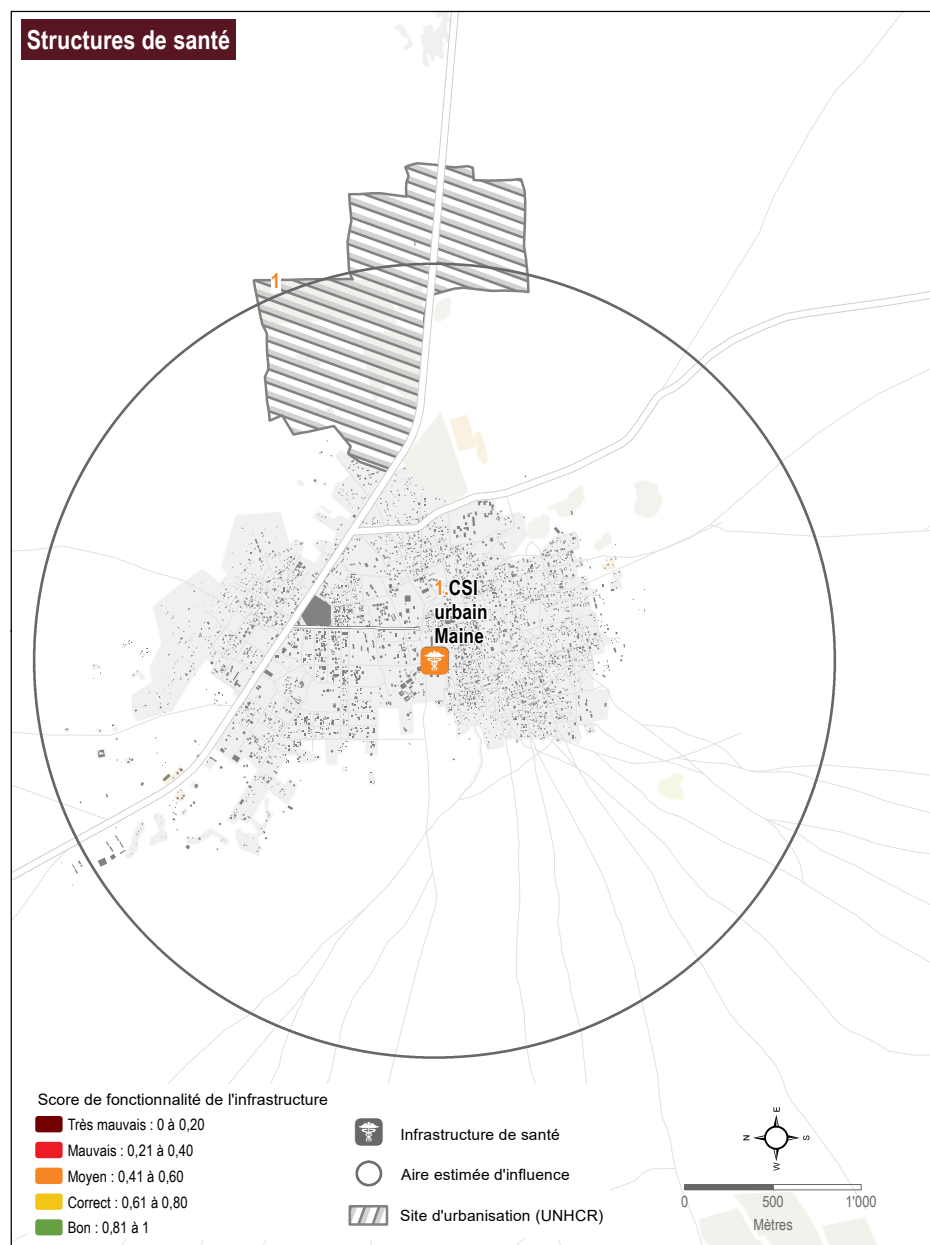
dans les groupes de discussion comme un enjeu important d'accès aux services de base.

### Perception des ménages occupants sur la facilité d'accès infrastructures de santé:



Etant donné que le CSI urbain est le seul service disponible pour les habitants de Mainé Soroa et ses environs, les patients peuvent entreprendre de grandes distances pour s'y rendre. 59% des usagers interrogés au niveau du centre ont rapporté mettre plus de 45 min à s'y rendre depuis leur domicile, tandis que 15% d'entre eux ont déclaré mettre entre 30 et 45 minutes. L'habitude de fréquenter ce centre de santé est la raison principale donnée par la moitié des usagers du CSI urbain pour expliquer leur choix de recourir à cette infrastructure. Ils sont 35% à évoquer le fait que ce centre est le plus proche de chez eux, et près d'un quart à noter que même si le CSI n'est pas facilement accessible, c'est la seule infrastructure qui offre les services de soin qu'ils recherchent.

Carte 4 : Aire d'influence moyenne de l'infrastructure de santé rapportée comme étant régulièrement utilisée par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa



<sup>1</sup> Dans la mesure où le projet *Shimodu* a prévu d'intervenir en appui à des structures de santé de proximité, seuls les cases de santé et les Centres de Santé Intégrés de type 1 et 2 ont été ciblés par l'enquête de fonctionnalité. Le centre de santé Mère-Enfant et Centre Hospitalier Régional n'ont pas été enquêtés.

<sup>2</sup> Tel que définis par les Normes et standards des Infrastructures, équipements et ressources humaines du système de santé du Niger, 2016

## Eau et assainissement

Tableau 3: Scores des points d'eau:

	Fonctionnalité	Accessibilité	Score total
Forage du site urbanisé 2	1.00	0.40	0.70
Borne fontaine	1.00	0.40	0.70
Forage à motricité humaine 2	0.75	0.40	0.58
Forage à motricité humaine 1	1.00	0.40	0.70
Forage du site urbanisé 3	0.50	0.40	0.45
Forage du site urbanisé 1	1.00	0.40	0.70
Forage privé hors site	0.25	0.00	0.13

### Ouvrages hydrauliques et besoins

Le site de Mainé Soroa dispose de cinq installations hydrauliques propres, dont la capacité à répondre aux besoins des occupants varie de moyenne à correcte. Ces installations étant insuffisantes pour garantir l'accès à l'eau pour tous les occupants, ceux-ci utilisent régulièrement deux forages situés à proximité immédiate du site, et en utilisaient un troisième (appelé forage privé hors site) qui n'est plus fonctionnel depuis octobre 2018. Si le niveau de fonctionnalité des points d'eau est globalement correct ou bon pour la majorité des infrastructures, celles-ci souffrent d'une sur utilisation. La consommation quotidienne en eau puisée au niveau de ces infrastructures est en général inférieure à 30L par jour et par personne, ce qui est plus de deux fois inférieur aux recommandations du

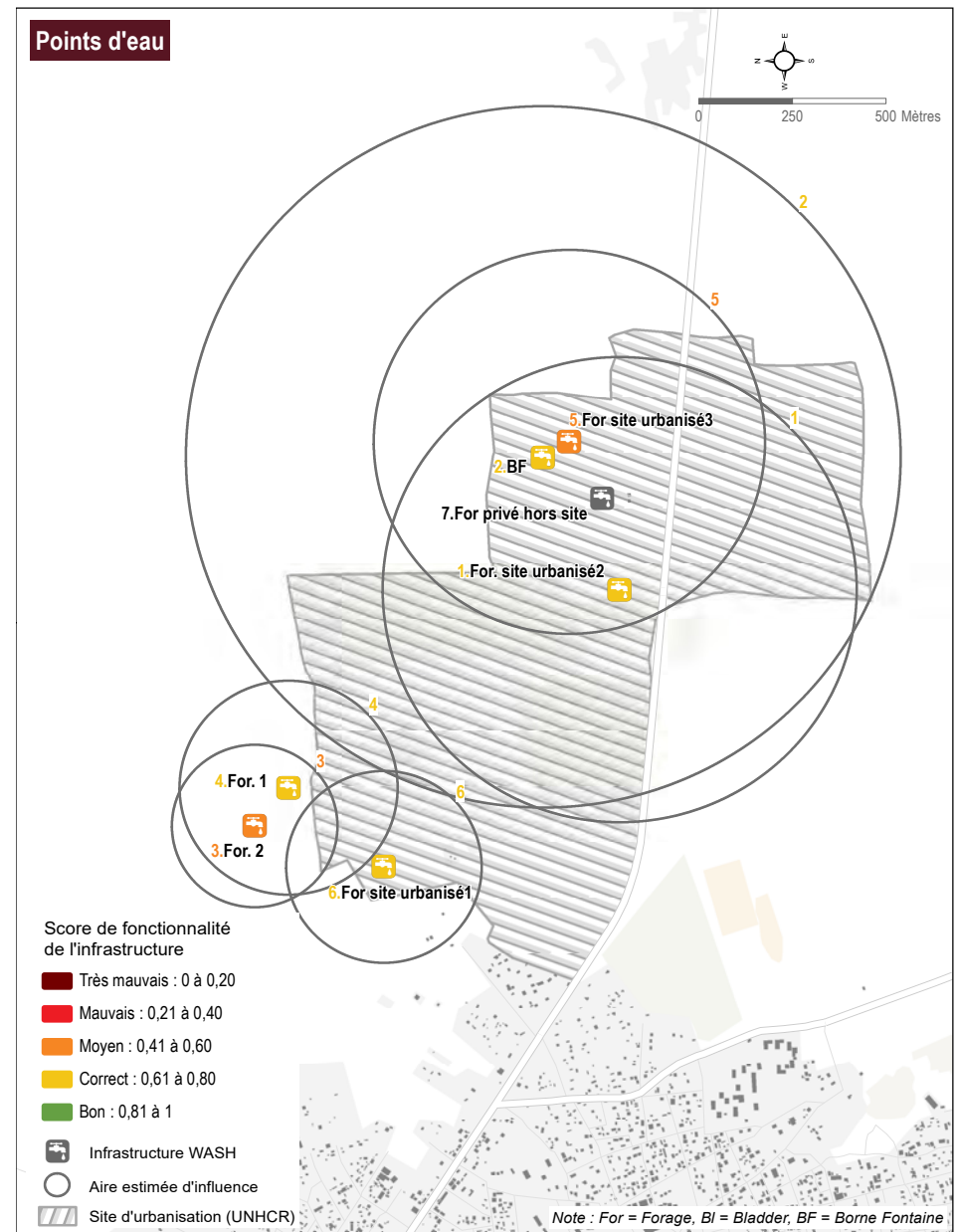
Programme sectoriel eau hygiène et assainissement du Niger, bien qu'au-dessus des standards humanitaires.

Les besoins en eau pourraient croître jusqu'à plus de 500 000 litres par jour<sup>1</sup> pour répondre aux besoins quotidiens des habitants du site une fois toutes les parcelles aménagées et occupées.

### Assainissement<sup>2</sup>

A la date du recensement réalisé par le consortium, 53% des ménages ont déclaré avoir accès à des latrines. L'amélioration de la couverture sanitaire est jugée prioritaire par les occupants du site qui n'y ont pas accès. Ceci engendre la pratique de la défécation en plein air, identifiée comme un enjeu d'hygiène publique important sur le site.

Carte 5: Aires d'influence moyennes des points d'eau rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa



<sup>1</sup> Calculé à partir du volume individuel quotidien de 75L recommandé en zones urbaines par le Programme sectoriel eau hygiène et assainissement et de la population totale estimée à terme sur l'ensemble des 913 parcelles du site, soit plus de 6 000 personnes, sur une base de 7 personnes en moyenne par ménage.





<sup>2</sup> Le degré de fonctionnalité des infrastructures d'assainissement n'a pas fait l'objet d'une analyse, car ce sont des latrines familiales



## Moyens d'existence

### Profils économiques et préoccupations des ménages quant à l'amélioration de leurs moyens d'existence

Moyens d'existence principaux rapportés par les ménages, en % des ménages répondants:

Agriculture de subsistance	39%	
Assistance ONG	32%	
Agriculture de transformation	17%	
Élevage propre	11%	

Les métiers agricoles occupent une bonne part des activités génératrices de revenus pratiquées par les ménages occupant le site. Près d'un tiers des ménages ont déclaré dépendre au moins en partie de l'aide humanitaire, tandis qu'ils étaient 9% à avoir indiqué ne pas avoir de source de revenus.

Le renforcement de leurs moyens d'existence est une préoccupation importante pour les occupants actuels du site et les bénéficiaires non encore installés. Parmi les 14 interventions prioritaires qui ont été mentionnées, tous les groupes de discussions confondus, la moitié a trait aux opportunités économiques, qu'il s'agisse d'assistance en activités génératrices de revenus, en vivres, en formations techniques, de la construction d'un marché et du développement d'activités de transformation et de commerce. Les femmes ont été les plus nombreuses à

évoquer le besoin de formations pour le développement d'activités génératrices de revenus directement exerçables sur le site. La mise en place ou l'impulsion de systèmes de crédit et de groupements de femmes ont été mentionnées par les participantes comme des modalités d'intervention possibles.

L'accès aux espaces cultivables et de pâturage a été régulièrement mentionnés dans les discussions, à la fois comme opportunité et comme enjeux. Ceci traduit la prévalence des filières agricoles dans le tissu économique local. Si certains participants aux groupes de discussion ont indiqué souhaiter que les espaces de production soient plus proches du site, cinq des huit groupes de discussion ont indiqué que les espaces agricoles étaient relativement bien accessibles.

Les participants à deux groupes de discussion ont indiqué que leur situation économique s'était améliorée depuis leur installation sur le site, particulièrement grâce à une plus grande capacité à économiser. Ils sont plus nombreux à avoir indiqué que leur accès aux moyens de subsistance s'était dégradé, pour des raisons allant de la cherté des produits alimentaires, un accès plus difficile aux terres et aux marchés, ainsi qu'aux opportunités pour développer un commerce.

L'installation sur le site a en effet parfois imposé un changement d'activités économiques pour assurer la subsistance

du ménage. Face aux contraintes propres au secteur agricole, des reconversions se sont opérées.

L'accès au travail journalier en ville a été cité par la majorité des groupes de discussion. L'accès aux marchés et à l'aide humanitaire sont des motifs de déplacement fréquemment mentionnés également. L'absence d'un marché au niveau du site a été relevée de manière récurrente comme une contrainte importante aux moyens d'existence des ménages. Cette situation impose en effet des déplacements fréquents et potentiellement coûteux en ville pour effectuer les achats du quotidien.

### Opportunités et contraintes dans le secteur agricole

#### Activités agricoles pratiquées

Les cultures les plus pratiquées sont les cultures saisonnières du mil, du sorgho, du maïs, de l'arachide et du niébé. Les principaux espaces de production agricole cités par les participants aux ateliers de cartographie participative sont situés entre 2 et 15 km du site, et sont prêts aux occupants du site par la population locale et les chefs de village qui régulent le fonctionnement des champs. Il a été rapporté que les propriétaires terriens ne demandent pas de rétribution financière pour l'utilisation de leurs terres.

L'appui du HCR a permis de développer un espace de production de cultures de

contre saisons qui bénéficie à 30 nouveaux producteurs, dans un premier temps.

L'élevage est principalement domestique, donc pratiqué à domicile. Il s'agit de petit élevage de pintades, de poulets et de petits ruminants, pratiqué par une minorité.

### Perspectives du secteur agricole<sup>1</sup>

Si l'agriculture reste le secteur le plus porteur dans la région de Diffa, les espaces de production agricoles traditionnels ont été massivement frappés par l'insécurité. L'accès aux terres agricoles et aux zones piscicoles du lac Tchad est en effet resté interdit jusqu'à mars 2019, et serait aujourd'hui conditionné au paiement d'une taxe par les agriculteurs/éleveurs qui souhaitent la cultiver ou y exercer des activités économiques, au bénéfice de groupes armés. Afin de re-dynamiser des activités agricoles au bénéfice des occupants des sites urbanisés, la récupération de terres dans de nouvelles zones de production accessibles et sécurisées est envisageable. Ceci implique des investissements dans des systèmes d'irrigation qui soient gérables en termes de coûts d'exploitation pour les producteurs.

La pêche est une activité en voie de redéploiement, et répond à une demande largement excédentaire. Là encore, des opportunités existent pour promouvoir une pratique de la pêche dans des marres et retenues d'eau plutôt que systématiquement sur les eaux du lit du lac

<sup>1</sup> ACTED, Evaluation des opportunités économiques dans la région de Diffa, communes de Diffa, Mainé Soroa, N'guimi et Maine Soroa, juin 2019. La méthodologie de cette étude, qui repose sur des entretiens avec des informateurs clés avec les services techniques décentralisés concernés et des opérateurs économiques locaux, a été développée avec le soutien technique de AGORA

<sup>2</sup> Ibid

Tchad. La promotion de la pêche permettrait notamment d'impliquer les femmes dans la filière, pour des activités de revente dont elles ont traditionnellement la charge.

L'élevage et l'embouche sont également considérées comme des activités porteuses, mais plus contraignantes en termes de sensibilité au contexte sécuritaire et de besoin de capitaux pour investir.

L'environnement direct du site présente des opportunités pour développer des unités de production agricole de proximité. Originellement situé sur un périmètre dédié à l'aviculture et au maraîchage, les environs du site présentent des caractéristiques favorables à la production agricole, avec des cuvettes propices à la rétention d'eau et au maraîchage. Des réserves foncières supplémentaires pourront être exploitées pour permettre aux occupants du site de pratiquer une activité agricole à proximité immédiate de leur lieu de vie. Ces espaces restent à viabiliser, avec l'appui direct des ONG Concern Worldwide et Welt Hunger Hilfe.

Les activités de transformation de produits agricoles comme la transformation de produits laitiers ou de blocs à lécher ont été identifiées comme des activités porteuses. Ce type d'activités nécessite toutefois des investissements en capitaux et une offre de formation spécifique, qui reste à introduire et à soutenir.

### ***Opportunités économiques dans d'autres filières<sup>3</sup>***

La plupart des activités économiques liées au petit commerce nécessitent de se déplacer du site urbanisé en ville, ce que les participants concernés par chaque type d'activité mentionnée (petit commerce, moulin, espace de couture) mentionnent comme des contraintes. Les échanges avec les différentes catégories de ménages concernés par le projet d'urbanisation ont indiqué qu'au-delà des besoins de relance et de soutien aux activités du secteur agricole, les occupants accordaient une grande importance au développement de solutions d'impulsion économique local qui permettrait de dynamiser les sites. L'absence de perspectives économiques est la raison principale qui a été avancée par un des groupes avec des bénéficiaires non installés pour expliquer leur décision de ne pas se domicilier sur le site.

Le petit commerce est particulièrement attractif pour les femmes et les jeunes. Ce type d'activités nécessite une capacité d'investissement qui suppose un certain niveau de capital. Des solutions d'appui à des groupements peuvent permettre d'investir dans des outils modernisés pour des activités porteuses. Les métiers de la mécanique ont également été cités pour les jeunes, et trouveraient des débouchés sur le marché de Mainé Soroa.

<sup>3</sup> Ibid



### Disponibilité des marchés

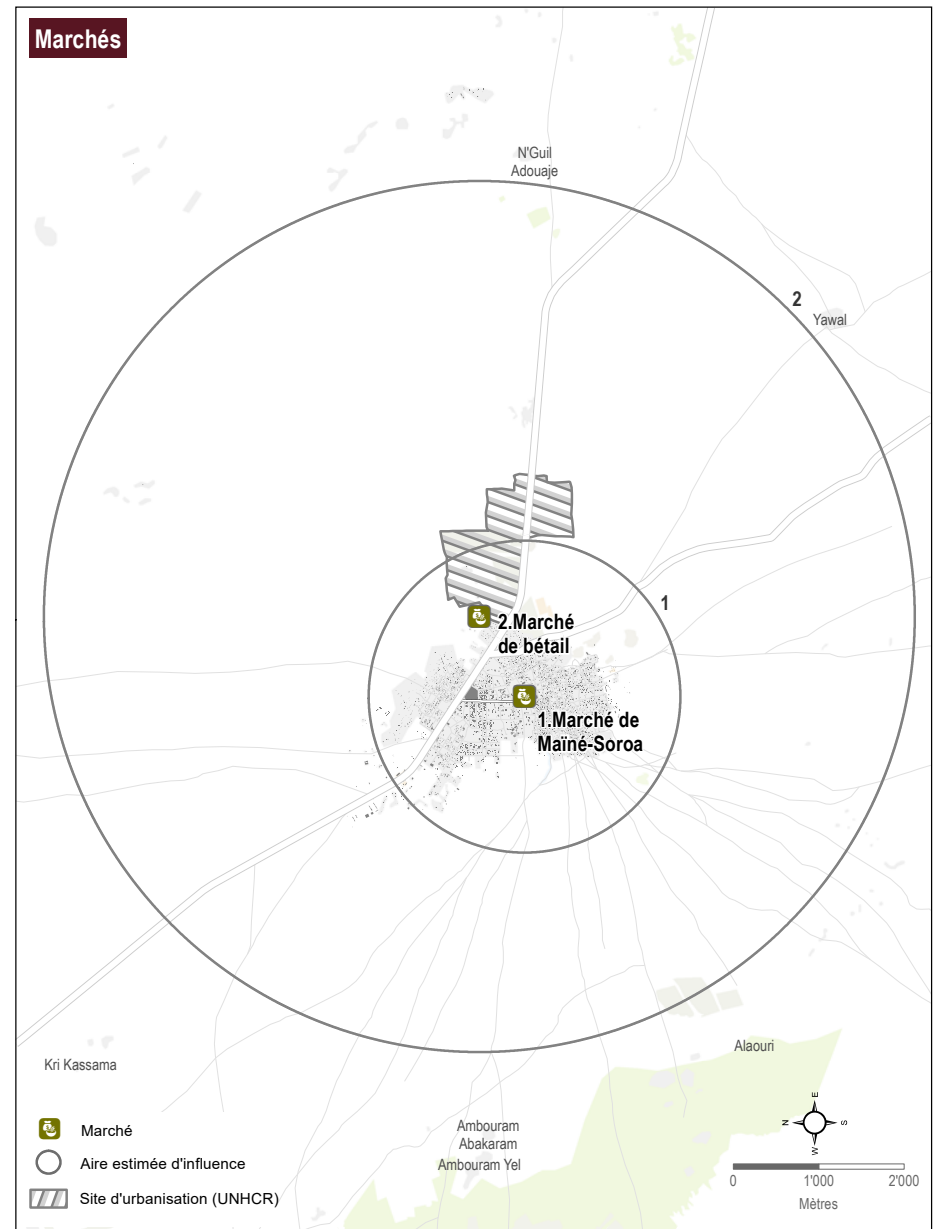
Sur la base des ateliers de cartographie participative, deux marchés ont été évalués dans le cadre de cette étude: le marché de Mainé Soroa et le marché à bétail.

Depuis le début de la crise, le marché à bétail a vu son activité croître, alors que le marché de Mainé Soroa a vu le volume de ses échanges baisser. Ces variations s'expliquent, d'après les gestionnaires des marchés, par le fait que la crise a, d'une part, permis au marché à bétail de bénéficier de l'approvisionnement des populations déplacées, devenues de nouveaux acteurs de la vente à Mainé Soroa ; et, d'autre part, subi les effets négatifs de la crise sur la production agricole. Avec un accès réduit à leurs espaces de production, les activités de vente de produits agricoles ont baissé. Le gestionnaire du marché de Mainé Soroa a évoqué des besoins en réhabilitation des infrastructures du marché, ainsi qu'un besoin de soutien direct aux producteurs et agriculteurs pour soutenir l'approvisionnement en marchandises.

### Accès aux marchés

Cinq des six groupes de discussion avec les différentes catégories d'occupants ont relevé l'absence de marché sur le site parmi les lacunes principales en termes d'accès aux services, soulignant la nécessité de se déplacer jusqu'en ville pour s'adonner aux activités de commerce.

Carte 6: Aires d'influence moyennes des marchés rapportés comme étant régulièrement utilisés par les occupants du site urbanisé de Mainé Soroa





# PLANIFICATION TERRITORIALE DES INTERVENTIONS

## Plan de priorisation des interventions à mener pour encadrer le développement du site urbanisé de Mainé Soroa

Septembre 2019





## Introduction

### Interpréter les besoins pour construire un projet de territoire

Ce plan de priorisation des interventions est le résultat du travail de recherche et de planification consultative facilité par AGORA auprès des parties prenantes de la commune de Mainé Soroa. Partant des résultats de l'évaluation territoriale, qui offrent une lecture partagée des besoins, mais aussi des enjeux et des opportunités propres au territoire du site urbanisé, l'objectif a été de les interpréter, de les prioriser, et de construire un projet de territoire adapté aux réalités du site. Le plan de priorisation des interventions du site urbanisé de Mainé Soroa propose une feuille de route détaillée pour des interventions complémentaires au bénéfice du site et de ses occupants. Ce document de planification stratégique est un instrument destiné à guider tous les acteurs du territoire, notamment les acteurs publics et leurs partenaires extérieurs dans le choix d'interventions urbaines. Celles-ci sont pensées de sorte à renforcer la résilience des populations occupant le site urbanisé de Mainé Soroa, ainsi qu'à favoriser durablement l'intégration du site dans le tissu urbain de la commune. Pensées par les acteurs du territoire, et pour les acteurs du territoire, les interventions prioritaires répondent à des insuffisances avérées et quantifiées en termes d'aménagement urbain, de disponibilité des services essentiels, de développement agricole et d'opportunités socio-économiques.

### Aligner les actions en faveur du site urbanisé avec les priorités de développement communal

Les stratégies envisagées pour améliorer les conditions de vie des populations occupant le site urbanisé s'insèrent pleinement dans les priorités de développement communal, énoncées dans le Plan de Développement Communal Replanifié (PDCR) de la commune de Mainé Soroa, finalisé en mars 2019. La formulation d'un plan d'intervention spécifique pour accompagner le développement du site urbanisé de Mainé Soroa répond à un besoin de planification localisée, dans la mesure où le PDCR propose une vision du développement de l'ensemble de la commune, sans que les priorités retenues soient nécessairement localisées. Ce plan de priorisation permettra donc aux autorités communales de rassembler les différents acteurs de l'aide et les communautés du site autour d'un agenda commun spécifiquement conçu pour le site urbanisé, et une feuille de route détaillée directement imprégnée des objectifs du développement communal.

### Planifier les besoins d'investissement local à court et moyen terme

Les interventions de relèvement retenues couvrent la période 2019-2022, et ne sont qu'en partie financées. Selon les estimations de coûts qui ont pu être définies par les acteurs locaux, les besoins se chiffrent à minimum **1,500,000,000 XAF**<sup>1</sup>.

## Méthodologie

Afin d'interpréter les besoins et d'élaborer des stratégies d'interventions spécifiques, AGORA a organisé un atelier de planification participative. Tous les acteurs de mise en œuvre et de la gouvernance locale ont été invités à contribuer, ainsi que des représentants de la société civile et des communautés concernées. Les acteurs publics ont ensuite été de nouveau consultés pour enrichir et arrêter les propositions au vu des provisions actuelles du PDCR et du Plan d'Investissement Annuel (PIA), ainsi que pour arrêter les stratégies du plan de priorisation. Les budgets estimatifs sont donnés à titre indicatif.

### Une approche participative et décisionnelle

L'atelier de planification participative s'est tenu le 9 juillet 2019 dans la salle de réunion de la Mairie de Mainé Soroa, sous la présidence du Maire. Une cinquantaine de participants, issus du Gouvernorat, du Conseil Régional, de la préfecture, de la commune, des communautés bénéficiaires du projet d'urbanisation, des ONG actives sur le site, des agences des Nations Unies et de ses partenaires de mise en œuvre, ont participé à cet atelier. A la suite d'une présentation détaillée des résultats de l'évaluation territoriale du site et d'une discussion autour de leur interprétation, les participants se sont réunis en groupes de travail pour élaborer les plans de réponse selon leurs domaines d'expertise propres. Trois groupes de travail ont été organisés pour couvrir les aspects liés aux services sociaux de base, aux moyens d'existence et développement économique, et à l'aménagement urbain. Chaque groupe de travail a élaboré, au cours de cet exercice, un plan d'interventions opérationnel selon la matrice suivante :



Les priorités d'intervention retenues pour favoriser le développement socio-économique et urbain à long terme du site urbanisé de Mainé Soroa sont présentées dans les pages qui suivent, selon 6 axes stratégiques :

- Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative
- Améliorer l'accès au système de soins
- Améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement
- Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site
- Favoriser la résilience environnementale
- Favoriser l'installation durable sur le site

<sup>1</sup> Il s'agit de la somme des estimations de coûts pré-identifiés par les acteurs clef du développement des sites, notamment les représentants des services techniques déconcentrés, et des organisations de l'aide qui ont participé à l'exercice. Les Plans d'Investissement Communaux ont également été consultés. Ces estimations sont données à titre indicatif, tenant compte du fait que toutes les interventions n'ont pas pu être chiffrées.

## Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 6 classes à l'école primaire de Guidan Kadji et clôture de l'école</li> <li>- Construction et équipement d'une école pré-scolaire</li> <li>- Construction et équipement de 4 classes à Toudoun Wada</li> <li>- Construction d'une clôture pour le centre de formation aux métiers et les écoles</li> <li>- Construction et équipement de 6 classes et 6 blocs sanitaires au CEG 2</li> <li>- Réhabilitation et extension de 22 salles de classes au CEG 1</li> <li>- Création d'un atelier de formation menuiserie bois</li> </ul>	<p>Passation de marchés de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale ou réalisation de travaux directement par les partenaires selon l'approche <i>cash for work</i>, en matériaux définitifs.</p> <p>Mise en place d'une commission de suivi et de coordination des interventions incluant les services techniques de l'éducation.</p> <p>ACTED pour la construction de 2 salles de classe. Projet PARCA pour la clôture d'établissements, constructions et réhabilitations. Projet PARCA et ACTED pour les blocs sanitaires. Autres partenaires.</p>	<p>72,000,000 XAF</p> <p>24,000,000 XAF</p> <p>48,000,000 XAF</p> <p>100,000,000 XAF</p> <p>93,000,000 XAF</p> <p>88,000,000 XAF</p> <p>9,000,000 XAF</p>	<p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - à sécuriser</p> <p>2019-2020 - planifié</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - planifié</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p>

### Besoin à couvrir : Faible fréquentation scolaire

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Approvisionnement de la cantine scolaire de l'école de Guidan Kadji en vivres</li> <li>- Construction d'un magasin pour le conditionnement des vivres à l'école primaire de Guidan Kadji</li> <li>- Assurer des dotations en kits scolaires aux élèves démunis</li> <li>- Formation et accompagnement des jeunes apprenants en métiers</li> </ul>	<p>Suivi du fonctionnement régulier de la cantine scolaire</p> <p>Appui d'ACTED en kits scolaires pour environ 100 élèves</p> <p>Mise en place d'un système de foyer et d'orientation pour le suivi des apprenants</p>	<p>5,850,000 XAF</p> <p>8,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p> <p>55,055,000 XAF</p>	<p>2019 - 2020 - à renforcer</p> <p>2019 - 2020 - à sécuriser</p> <p>2019 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p>

## Améliorer les conditions d'accès à l'offre éducative

### Besoin à couvrir : Carences de l'enseignement pédagogique

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"><li>- Renforcement des capacités des enseignants du niveau primaire sur les thématiques : didactique, mathématiques, hygiène et assainissement, appui psychosocial, gestion de risques de conflit, jeux de stimulation mentale, discipline positive, classe de bien-être, enseignement bilingue</li><li>- Renforcement des capacités des enseignants du niveau secondaire sur les thématiques : étude de leçons, géométrie dans l'espace, expression orale en français, énergie renouvelable en sciences, décloisonnement en français et en anglais, appui en manuels d'histoire et géographie</li><li>- Renforcement des capacités des enseignants en pédagogie et andragogie (méthode d'approche)</li><li>- Dotation des écoles en manuels et fournitures</li></ul>	<p>Inspection de l'Enseignement Primaire et Direction Régionale de l'enseignement primaire pour l'organisation de 9 Programmes de Renforcement des Capacités en Education (CAPED) à raison de 3 sessions de 2 jours chacune par année scolaire</p> <p>Séance de formation de 10 jours à l'attention des enseignants du CFM et CET et suivi pédagogique des enseignants</p> <p>Dotation annuelle des écoles en manuels et fournitures par les services techniques de l'éducation</p>	<p>3,330,000 XAF</p> <p>2,640,000 XAF</p> <p>9,300,000 XAF</p> <p>61,710,000 XAF</p>	<p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p>



## Améliorer les conditions d'accès au système de soins

### Besoin à couvrir : Sous-dimensionnement des infrastructures et équipements sanitaires

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"><li>- Construction d'un centre de santé intégré à Guidan Kadji</li><li>- Dotation du CSI de Mainé Soroa d'un tricycle pour faciliter les évacuations sanitaires</li></ul>	<p>Passation de marché de travaux sous maîtrise d'ouvrage communale et de la Direction Régionale de la Santé Publique dans le cadre du projet PARCA</p> <p>WHH</p>	<p>90,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p>	<p>2020 - 2022 - planifié</p> <p>2019 - planifié</p>

### Besoin à couvrir : Lacunes en personnel de soin

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"><li>- Assurer la formation et la prise en charge des relais communautaires</li></ul>	<p>Renforcement du système de formations et de primes des relais communautaires par le CSI, l'UNICEF et la Direction Régionale de la Santé Publique</p>	<p>4,000,000 XAF</p>	<p>2019 - à renforcer</p>

## Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement

### Besoin à couvrir : Insufisance des infrastructures hydrauliques

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation de 5 pompes à motricité humaine</li> <li>- Construction de 3 forages moyens équipés de postes d'eau autonomes</li> </ul>	<p>Marchés impliquant la Mairie, les Directions Régionale et Départementale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA et DDHA)</p> <p>Travaux ACTED impliquant la Mairie, la DRHA, la DDHA. Assistance technique pour maîtrise d'ouvrage communale à prévoir par les partenaires.</p>	<p>7,500,000 XAF</p> <p>135,000,000 XAF</p>	<p>2020 - 2022 - à renforcer</p> <p>2020 - 2022 - à sécuriser</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement du système des Comités de Gestion des Points d'Eau et de l'Association des Usagers du Service public de l'Eau</li> </ul>	<p>ACTED avec la Mairie, la DRHA, et la DDHA.</p>	<p>500,000 XAF</p>	<p>2019 - planifié</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension du réseau de la distribution d'eau potable existant de la SEEN vers le site urbanisé de la ville, et construction de 6 bornes fontaines.</li> </ul>	<p>HCR avec la SEEN</p>	<p>A déterminer</p>	<p>2019 - planifié</p>

### Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures d'assainissement

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 130 latrines familiales selon l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour les parcelles déjà construites, puis graduellement jusqu'à 700 à mesure que les parcelles vierges se peuplent</li> <li>- Assurer la promotion de l'hygiène pour l'entretien des latrines familiales</li> <li>- Construction et réhabilitation de blocs sanitaires dans les établissements scolaires et le hangar communautaire</li> </ul>	<p>Appui d'ACTED aux communautés en collaboration avec les Comités régional et départemental de l'ATCP et les Directions Régionale et Départementale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA et DDHA)</p>	<p>14,000,000 XAF</p>	<p>2019 - 2022 - planifié</p>

## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

Besoin à couvrir : Moyens de production et de transformation agricole insuffisants

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
- Création d'une banque céréalière et d'une banque d'intrants agricoles avec des comités de gestion dédiés	Services techniques de l'agriculture, travaux sous maîtrise d'ouvrage communale.	30,800,000 XAF	2019 - 2022 - à sécuriser
- Assurer des dotations en semences améliorées pour les agriculteurs (mil, sorgho, niébé, tomates, choux, laitue)	Mairie, projets de WHH, Concern, communauté locale pour l'achat des intrants, le ciblage, la création d'un comité de distribution et le suivi de l'activité. Autres partenaires à solliciter.	75,000,000 XAF	2019 - 2022 - à renforcer
- Mise en place de matériels aratoires et distribution de produits phytosanitaires, et formation des Brigadiers phytosanitaires	Mairie, projets de WHH, Concern, autres partenaires à solliciter.	20,000,000 XAF	2019 - 2022 - à renforcer
- Construction de 2 périmètres irrigués de 20ha à Toudou wada et Hilin djgui (10ha chacun)	Mairie, projets de WHH, Concern, projet PARCA.	100,000,000 XAF	2019 - 2022 - planifié
- Aménagements pour l'amélioration du site maraîcher existant avec forage à motricité humaine, réseau d'irrigation et clôture	Mairie, projets de WHH, Concern, projet PARCA.	60,000,000 XAF	2019 - 2022 - planifié
- Mise en place de complexes collectifs de transformation des produits agricoles au bénéfice des groupements, notamment de femmes :	Partenaires à solliciter.	2019 - 2022 - à sécuriser	
2 décortiqueuses		2,500,000 XAF	
2 moulins à grains avec bobine pour l'électricité		2,200,000 XAF	
1 usine d'extraction d'huile		6,250,000 XAF	
- Mise en place, dynamisation et formation de 5 groupements de femmes en Groupements d'Intérêt Economique	Partenaires à solliciter.	1,200,000	2019 - 2022 - à sécuriser



## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

Besoin à couvrir : Moyens dédiés à l'élevage, l'aviculture et la pisciculture insuffisants

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'une ferme avicole et mise en place des intrants au profit d'un groupement</li>   <li>- Confection et mise en place d'étangs piscicoles collectifs, dotés de forages équipés de panneaux solaires et de clôture grillagée, mise en place de petits équipements, dotation en aliments pour la 1ère campagne</li>   <li>- Reconstitution du cheptel (500 têtes pour embouche ovine et distribution de 500 chèvres et 500 brebis)</li>   <li>- Formation de 20 auxiliaires d'élevage</li>   <li>- Création d'un parc de vaccination</li> </ul>	<p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site, partenaires techniques pour le ciblage et la formation des membres, la construction de la ferme et la mise en place des intrants.</p> <p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site et mise en place des comités de gestion, travaux sous maîtrise d'ouvrage communale pour les forages et l'équipement des étangs, partenaires techniques en charge de la mise en place des petits équipements.</p> <p>Projet de WHH, en lien avec les services techniques de l'élevage.</p> <p>Projet de WHH, en lien avec les services techniques de l'élevage.</p> <p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site, marché sous maîtrise d'ouvrage communale avec concours services techniques de l'élevage. Vérification du mouvement des animaux.</p>	<p>15,000,000 XAF</p> <p>15,000,000 XAF</p> <p>48,000,000 XAF</p> <p>8,000,000 XAF</p> <p>7,500,000 XAF</p>	<p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p>

## Renforcer les opportunités économiques pour les occupants du site

Besoin à couvrir : Insuffisance des infrastructures de commerce

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation du marché à bétail</li> <li>- Construction d'un marché à Guidan Kadji avec hangar communautaire, clôture, case pour un gardien et étals</li> </ul>	<p>Travaux sous maîtrise d'ouvrage communale pour le dégrossissement de la dune, plantation d'arbres, réparation fissures et enduits, réhabilitation de la case du gardien, réhabilitation du bureau et équipements, réalisation d'enclos et de hangars.</p> <p>Mairie et chefferie traditionnelle pour l'identification du site et mise en place des comités de gestion, travaux par ACTED.</p>	<p>60,000,000 XAF</p> <p>60,000,000 XAF</p>	<p>2019 - 2021 - planifié</p> <p>2020 - 2022 - planifié</p>

## Renforcer les infrastructures publiques du site

Besoin à couvrir : Absence d'électrification

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Electrification solaire des équipements socio-collectifs et lieux publics de Guidan Kadji (CSI, école, marché, place publique)</li> <li>- Formations techniques pour la maintenance des équipements solaires</li> </ul>	<p>ACTED avec Mairie et responsables des différents services. Autres partenaires à solliciter.</p>	<p>75,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p>	<p>2019 - 2021 - à renforcer</p> <p>2019 - 2021 - à renforcer</p>

## Favoriser la résilience environnementale

### Besoin à couvrir : Dégradation de l'environnement

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fixation mécanique et biologique de 200ha des dunes autour du site</li> <li>- Confection de zai au niveau de 200 champs dunaires</li> <li>- Distribution de gaz aux familles vulnérables comme alternative au bois de chauffe</li> <li>- Mise en place d'une pépinière et formation de 30 pépiniéristes en technique de production des plants</li> </ul>	<p>Partenaires à solliciter parmi la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix, Concern, UNICEF, HCR, CARE en partenariat avec les services de l'environnement.</p> <p>Partenaires à solliciter pour donner suite à une initiative du HCR.</p> <p>Concern en partenariat avec les services de l'environnement.</p>	<p>60,000,000 XAF</p> <p>A déterminer</p> <p>A déterminer</p> <p>3,000,000 XAF</p>	<p>2019 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2021 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à sécuriser</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p>

### Besoin à couvrir : Insalubrité publique

Activités à mener	Acteurs et stratégie	Coût estimatif	Statut
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets avec dépotoirs et site d'enfouissement</li> <li>- Dynamisation du service d'assainissement de la commune et mise en place de comités locaux de salubrité</li> <li>- Dotation de 7 charrettes pour la collecte des ordures aux comités locaux de salubrité</li> <li>- Distribution de 800 poubelles familiales sur le site et les villages environnants</li> </ul>	<p>Appui d'ACTED pour la dynamisation du service d'assainissement de la commune et mise en place des comités locaux de salubrité</p>	<p>5,600,000 XAF</p> <p>1,500,000 XAF</p> <p>1,750,000 XA</p> <p>12,000,000 XAF</p>	<p>2019 - 2021 - planifié</p> <p>2019 - 2021 - planifié</p> <p>2019 - 2021 - à renforcer</p> <p>2019 - 2022 - à renforcer</p>



## Favoriser l'habitat durable

Besoin à couvrir : Parcelles vacantes sur le site urbanisé

### Activités à mener

- Finalisation de la construction des unités de logement social sur le site
- Dynamisation de l'occupation des parcelles non sociales sur le site

### Acteurs et stratégie

HCR, Mairie, Comité d'Aménagement de l'Espace Urbain Communautaire, Croix Rouge Luxembourgeoise

### Coût estimatif

A déterminer

A déterminer

### Statut

2019 - 2021 - en cours

2019 - 2021 - à renforcer